



Distr.: **GÉNÉRALE**

E/ECA/STATCOM/3/2  
1<sup>er</sup> décembre 2011

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

---

**NATIONS UNIES  
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

Troisième réunion de la Commission africaine  
de statistique (StatCom-Afrique-III)

Le Cap (Afrique du Sud)  
18-23 janvier 2012

## **Rapport du Groupe de travail africain sur la gestion des données statistiques**



## Contexte

1. Les gouvernements des pays africains et les partenaires du développement s'accordent généralement à considérer que la qualité des statistiques utilisées pour prendre des décisions influence les résultats. Ils ont donc reconnu que produire régulièrement des statistiques de meilleure qualité était indispensable pour la formulation des politiques nationales, la prise de décision en connaissance de cause et le suivi de la réalisation d'objectifs convenus à l'échelle internationale, notamment les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Toutefois, les bureaux nationaux de statistique et autres organismes publics n'ont pas été en mesure de fournir la gamme complète des produits et services que leurs gouvernements respectifs et la communauté internationale demandent avec de plus en plus d'insistance afin de disposer de statistiques de meilleure qualité sur le développement. C'est sur le plan de la gestion et de la diffusion qui devraient rendre les données plus facilement accessibles aux utilisateurs que les insuffisances se font le plus sentir.
2. Le Groupe africain sur la gestion des données statistiques est un des groupes de travail de StatCom-Afrique; il s'occupe des aspects techniques et opérationnels de la gestion des données et informations statistiques ainsi que des questions de politique s'y rapportant en vue de les rendre plus accessibles à l'ensemble des utilisateurs pour soutenir la prise de décision fondée sur des données factuelles. Le présent rapport décrit les activités qu'il a menées depuis la deuxième réunion de StatCom-Afrique tenue en janvier 2010.

### 1. Activités de renforcement des capacités

#### 1.1. Rapport sur les ateliers de formation de formateurs aux techniques et outils innovants de gestion et de diffusion des statistiques

3. Même si l'objectif immédiat du premier projet était « d'améliorer la capacité de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) dans les domaines de la collecte, de la gestion, de l'archivage, de la documentation et de la diffusion de l'information statistique régionale », le document de projet privilégie le principe de « subsidiarité », selon lequel les activités qui sont mieux exécutées à l'échelon national ne devraient pas l'être à l'échelon central. Ce principe été évoqué au cours de la deuxième réunion de StatCom-Afrique au cours de laquelle le projet a été présenté. Les participants ont fait remarquer que le projet devait comporter certains avantages directs pour les États membres et que leurs capacités devaient être également renforcées pour parvenir à une plus grande efficacité.
4. Comme suite à cette observation, le Centre africain pour la statistique (CAS) a, au cours de la deuxième réunion de StatCom-Afrique, tenu une réunion parallèle avec le représentant de la Fondation Google à la CEA, qui est aussi le chef du projet Google. Il a été convenu que la CEA et la Fondation Google organisent une formation de formateurs à l'intention des quelques pays membres sur les outils et les techniques innovants de gestion et de diffusion des statistiques, dans le prolongement du projet visant à renforcer le développement en Afrique grâce à la fourniture et à l'utilisation des informations statistiques. Par la suite, les États membres ont tenu une réunion parallèle et approuvé la proposition consistant à organiser la formation de formateurs. Assistaient à cette réunion, des représentants du Nigéria, du Maroc, du Sénégal et de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Le délégué de l'Ouganda a été invité, mais n'a pu y prendre part en raison d'autres engagements entrant dans le cadre de StatCom-Afrique. Il a cependant soutenu la proposition.

### ***1.1.1. Objectif des formations***

5. Les formations visaient à former des agents des services statistiques et cartographiques de certains États membres à des techniques et outils innovants. L'idée était qu'une fois formés, ces formateurs commenceraient par transmettre les compétences nouvellement acquises à leurs collègues des bureaux nationaux de statistique pour ensuite mettre les nouvelles méthodes en pratique, en collaboration avec leurs collègues. D'autres séances de formation seraient organisées ultérieurement à l'intention des représentants d'autres pays, en mettant à contribution les formateurs formés, qui intégraient les leçons apprises dans les cours qu'ils dispenseraient.

6. Deux ateliers de formation ont donc été organisés, l'un à Abuja (Nigeria), pour les pays anglophones, l'autre à Rabat (Maroc), pour les pays francophones. Des représentants de neuf pays africains, de deux communautés économiques régionales (CER), de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de la CEA ont été formés à l'utilisation de techniques et d'outils innovants de gestion des statistiques. Ces ateliers ont porté sur les thèmes suivants: la plate-forme de gestion et de diffusion des données statistiques de la CEA; les nouvelles idées en matière de gestion des données statistiques - la découverte des données statistiques, les séries spéciales et temporelles, la cartographie communautaire et les plate-formes mobiles et les technologies de gestion des données statistiques proposées par Google (Google Map Maker, Google Maps, Google Earth, Fusion Tables et Public Data Explorer).

### ***1.1.2. L'atelier d'Abuja***

7. L'atelier s'est déroulé du 23 au 26 mars 2010 dans la salle de formation du Bureau national de statistique du Nigéria (NBS).

8. Les participants venaient des pays suivants: Égypte, Lesotho, Nigéria, Ouganda et Swaziland. La CUA était également représentée ainsi que plusieurs organismes nigériens, à savoir le Bureau national statistique, la National Space Research and Development Agency, la Nigerian Statistical Association, l'Université de Lagos (Département de géographie) et le Regional Centre for Training in Aerospace Surveys. La liste complète des participants est jointe en annexe (annexe I).

9. L'atelier comprenait trois parties: la plate-forme de gestion des données statistiques de la CEA; la recherche d'idées et des discussions générales sur les principaux concepts et les outils et applications Google pour la gestion et la diffusion de données; et la cartographie. En outre, le NBS a fait un exposé sur ses activités se rapportant au thème de l'atelier.

10. À l'issue de l'atelier, les participants ont déclaré avoir assimilé les nouveaux concepts présentés et acquis des compétences qu'ils appliqueraient dans leur travail. Ils ont également manifesté leur intérêt pour l'installation et l'utilisation de la plate-forme des bases de données de la CEA et l'ont réitéré dans leur évaluation de l'atelier.

### ***1.1.3. L'atelier de Rabat***

11. La formation organisée à l'intention de certains pays francophones a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 4 juin 2010 dans la salle de formation du Haut-Commissariat au Plan (HCP). Elle a réuni des participants du Burundi, du Cameroun, du Maroc, de la République démocratique du Congo et du Sénégal, ainsi que des représentants de l'Union du Maghreb arabe.

12. Cet atelier comprenait également trois parties: la plate-forme de bases de données statistiques de la CEA; l'échange d'idées et des discussions générales sur les principaux concepts et les outils et les outils et applications de Google pour la gestion, la diffusion et la cartographie des données. En outre, le HCP a fait un exposé sur les recensements de la population et du logement, réalisés à l'aide des nouvelles technologies.

## **2. Réunion du Groupe africain sur la gestion des données statistiques**

13. Le Groupe africain sur la gestion des données statistiques s'est réuni avec le groupe spécial d'experts sur les plate-formes de gestion des données statistiques. Cette réunion visait deux objectifs: premièrement, s'accorder sur le mandat qui régit le fonctionnement du Groupe africain sur la gestion des données statistiques et l'adopter officiellement et deuxièmement, élaborer le programme de travail du groupe pour les deux prochaines années. Les participants ont également examiné et approuvé les recommandations formulées par le groupe d'experts concernant l'élaboration d'un manuel. Ils ont défini les mandats du groupe de travail et sont convenus de tenir régulièrement des réunions en ligne.

## **3. Manuel sur les principales plate-formes de gestion et de diffusion des données statistiques**

14. Une des recommandations faites par le Groupe de travail sur la gestion des données lors des première et deuxième réunions de StatCom-Afrique portait sur la mise en place d'un groupe d'experts composé de statisticiens et de spécialistes de la gestion des données et de la géo-information pour évaluer les principales plate-formes qui existent actuellement et les comparer afin de permettre aux États membres et à leurs partenaires de choisir en connaissance de cause la plate-forme qu'ils utiliseraient pour la collecte, la production et la diffusion des données statistiques.

15. Cette recommandation s'expliquait par la multitude d'offres de plate-formes de données faites aux États membres. Certaines de ces offres étaient gratuites ou bon marché, car, faites dans le cadre de projets d'assistance tandis que d'autres étaient commerciales. Accepter ces offres, même gratuites, se traduirait par des doubles emplois, par un gaspillage de ressources humaines limitées et par d'éventuelles incohérences dans les données. La comparaison des caractéristiques des différentes plate-formes accroîtrait par conséquent la durabilité des infrastructures d'information et des outils connexes nécessaires pour une gestion et une diffusion efficaces des données, des applications et des services.

16. À cet égard, une réunion d'experts en gestion des données s'est tenue au siège de la CEA à Addis-Abeba (Éthiopie) pour élaborer un manuel sur les plate-formes de gestion des données en Afrique. L'objectif était d'aider les pays à choisir la meilleure plate-forme pour gérer les données statistiques et les diffuser auprès des utilisateurs.

17. La réunion s'est tenue en même temps que celle du Groupe africain sur la gestion des données statistiques de StatCom-Afrique et elle devait être consacrée à la production du manuel. La réunion a vu la participation de 15 experts. Les pays suivants étaient représentés: Afrique du Sud, Cap-Vert, États-Unis d'Amérique, Ghana, Maroc, Maurice, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Sénégal et Tunisie. Étaient également présents, des représentants de DevInfo, de PROGNOZ, de CUA, de la BAD et de la CEDEAO.

18. Le Groupe africain sur la gestion des données statistiques est un des groupes qui sont restés inactifs pendant un certain temps. La réunion visait donc avant tout à le réactiver et à arrêter un programme de travail de deux ans. Elle devait essentiellement porter sur l'élaboration du manuel qui devait constituer, pour les États membres, une source d'informations sur les différentes solutions qui s'offraient à eux en matière de gestion des données statistiques.

19. M. Chukwudozie Ezigbalike, le coordonnateur de la gestion des données au CAS, a fait les observations liminaires sur l'importance et l'objectif de la réunion du groupe d'experts. Il a souhaité la bienvenue à tous les participants à Addis-Abeba et à l'atelier. Il a rappelé que le groupe de travail sur la gestion des données était un des groupes mis en place par StatCom-Afrique, qui comptait parmi ceux qui étaient inactifs depuis quelque temps. Un des objectifs de la réunion était d'arrêter son programme de travail et d'adopter son mandat, compte tenu de l'importance du manuel de gestion des données pour les bureaux nationaux de statistique du continent. Ce document permettrait aux pays de choisir des solutions appropriées en matière de gestion des données statistiques, en leur donnant des informations sur les caractéristiques des plate-formes existantes.

### **3.1. Manuel sur les plate-formes de gestion des données statistiques**

20. L'orateur a commencé son exposé en évoquant les définitions utilisées, la raison d'être du manuel, ses objectifs, la méthode de travail à suivre et les services à assurer dans le cadre de la préparation de la première mouture. Il a ensuite décrit les caractéristiques d'une plate-forme classique et présenté les plate-formes qui sont actuellement disponibles, énumérant les facteurs qui déterminent le choix d'une plate-forme et les principales étapes de ce processus.

21. Le domaine sur lequel porterait le manuel a été précisé: il ne porterait que sur les plate-formes de gestion des macrodonnées actuellement en usage dans les pays africains. Son principal objectif serait de documenter les caractéristiques des principales plate-formes, afin de guider le choix et l'utilisation de ces systèmes dans les bureaux nationaux de statistique et autres offices de statistique des États membres.

22. Après avoir procédé à un examen approfondi du document, les experts ont fait les propositions ci-après en vue de sa finalisation:

- Les plate-formes de gestion de données ne doivent pas permettre la saisie de données dont la source n'est pas connue; les données doivent systématiquement être associées à leurs sources. Le domaine, la période et l'unité de mesure devraient également être pris en compte au moment de la saisie de la source.
- Les systèmes actuels doivent pouvoir fonctionner avec les logiciels de manipulation de données statistiques qui sont couramment utilisés.
- Il est indispensable que les plate-formes soient en phase avec la technologie la plus récente. Toutefois, compte tenu du manque d'infrastructures en Afrique, il doit également être possible d'imprimer les données aux fins de leur diffusion.
- Les plate-formes doivent bénéficier d'un support multilingue.

- La cartographie et la visualisation ne doivent pas être considérées comme des options mais comme une caractéristique fondamentale des plate-formes.
- Aucune solution ne pourra satisfaire toutes les exigences de tous les États; il faut donc se garder de conseiller à tel ou tel pays d'adopter une seule solution. Les participants sont conscients de la diversité du continent, dont il faut tenir compte à l'heure des choix.
- Il faudrait envisager la mise en place de systèmes multiples pouvant être intégrés de manière à offrir une solution intégrale, étant donné que la production et de la diffusion de données comportent plusieurs phases et qu'il y existe des systèmes spécialisés dans ces différentes composantes.
- Il faut instaurer une collaboration étroite avec les écoles et les universités afin de renforcer les capacités des étudiants et des chercheurs d'utiliser les systèmes de gestion de données.
- Le contenu des bases de données statistiques existantes doit être largement diffusé auprès des décideurs, des institutions publiques, de la société civile, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, des chercheurs et des étudiants afin d'accroître l'utilisation des statistiques.
- Les plate-formes de gestion des données statistiques devraient comprendre des cadres appropriés de validation et de contrôle de la qualité des données. Il faudrait mettre en place diverses techniques de validation pour éviter les erreurs, les détecter et les corriger. Elles devraient également être dotées d'une fonction permettant d'évaluer l'exactitude des données, en utilisant différentes techniques statistiques.
- Il faut éviter de changer fréquemment la configuration des systèmes de gestion, compte tenu des difficultés qu'éprouvent les bureaux nationaux de statistique d'Afrique pour acquérir du nouveau matériel informatique.
- Les concepts, les définitions et la terminologie se rapportant aux métadonnées pour les plate-formes de gestion des données statistiques devraient être normalisés et harmonisés.
- Il faudrait promouvoir l'utilisation des plate-formes de gestion des données statistiques dont la conception est fondée sur une source et des logiciels ouverts, ce qui permettrait de garantir la disponibilité des logiciels et la durabilité de la plate-forme.

### **3.2. Pratiques en vigueur dans certains pays et organisations en ce qui concerne la gestion des données statistiques**

23. Un représentant de DataFirst de l'Université du Cap (Afrique du Sud) et des représentants des bureaux de statistique du Ghana et du Nigéria ont fait des exposés sur les pratiques en vigueur dans leurs organisations respectives. Un représentant de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a fait une communication sur les plate-formes de gestion de données statistiques. Dans leurs différents exposés, les experts ont souligné le manque de normalisation et d'harmonisation des concepts, des définitions et des classifications en ce qui concerne les plate-formes. Un des

problèmes que posent les plate-formes actuelles est qu'elles contiennent des données incohérentes, voire contradictoires, sur le même indicateur.

24. Les intervenants ont indiqué que certaines plate-formes avaient été adaptées aux besoins des organisations et des parties prenantes. Parmi les principaux points forts des plate-formes actuelles, on peut citer la capacité à générer différents rapports sur l'exploitation des données et le suivi du niveau d'activité de la plate-forme; l'existence de niveaux d'accès et l'attribution de rôles d'utilisateurs pour éviter l'accès non autorisé aux données ou leur utilisation illégale; l'existence de mécanismes intégrés d'information en retour pour les interactions avec les utilisateurs. De nombreuses infrastructures de réseau ont été conçues et construites pour relier différents services des bureaux nationaux de statistique ainsi que d'autres organismes producteurs et utilisateurs de données, afin de faciliter et d'accélérer la saisie, la production et la diffusion des données. De grandes plate-formes telles que StatBase, DevInfo, EuroTrace, Nesstar et CountryStat sont utilisés actuellement par ces bureaux de statistique.

### **3.3. Exposés sur les plate-formes de gestion de données statistiques existantes**

25. Les experts ont présenté trois solutions de gestion de données statistiques, à savoir StatBase de la CEA, DevInfo de l'UNICEF et PROGNOZ de la Banque africaine de développement (BAD). Les exposés ont porté sur les capacités des différents systèmes: fonctions de saisie, de validation, de production et de diffusion des données statistiques. L'appui à la gestion des métadonnées et le respect des normes ont été également abordés. Les fonctions de cartographie ont fait l'objet de discussions approfondies, toutes les plate-formes présentées en étant dotées.

26. Les participants ont discuté de différentes questions se rapportant à ces plate-formes, notamment:

- Le niveau d'adaptation requis pour utiliser les systèmes.
- Le support pour microdonnées.
- Le support multilingue.
- La stratégie de sensibilisation utilisée.
- La cartographie et l'appui à la création de contours.
- L'appui aux normes d'échange de données.

27. Le concept de plate-forme logicielle ouverte a été présenté par la CEA. L'orateur a souligné les avantages de cette architecture et son importance pour la mise au point de nouveaux outils, l'amélioration et le remplacement des outils existants. Une évolution décentralisée des logiciels est en cours grâce à la contribution d'un réseau communautaire solide de concepteurs de logiciels d'Afrique. L'orateur a évoqué les défis et les possibilités que présentent les plate-formes logicielles ouvertes pour le développement des plate-formes de gestion des données statistiques et a présenté les modèles de formation de communauté de développeurs. Les participants ont discuté en détail des options et demandé que des études supplémentaires soient menées.

### 3.4. Séances en groupe

28. Des séances parallèles ont été organisées pour les trois groupes constitués autour des thèmes ci-après:

#### **Groupe 1: Saisie et échange de données; métadonnées; contraintes/perspectives liées à l'adoption des systèmes de gestion des données statistiques**

29. Ce groupe a discuté des différents aspects de la saisie et de l'échange de données ainsi que de l'importance de la gestion des métadonnées. En conséquence, les membres du groupe sont parvenus à un consensus sur les points suivants:

- Un bon système de gestion de données devrait permettre leur validation au stade de la saisie et la conservation d'un historique des modifications.
- L'échange ne doit pas compromettre la sécurité des données. Les notions de normalisation et d'harmonisations sont essentielles.
- Les distributeurs de données doivent être en mesure de produire des documents imprimés ainsi que des produits électroniques.
- Les normes actuelles relatives aux métadonnées internationales devraient comprendre les informations de base contenues dans les métadonnées, notamment la définition, la description et la signification. Il faut pouvoir transposer les principales normes internationales dans les systèmes de gestion des données statistiques.
- En ce qui concerne la saisie et l'échange des données, il faut reconnaître les obstacles et les surmonter: coût de la mise en œuvre; taux élevé de rotation du personnel qualifié des organes de production des données; manque de ressources humaines qualifiées, de documentation appropriée, d'interaction entre les départements, de guides et de procédures de normalisation, de liens avec d'autres producteurs et systèmes de données et d'outils de communication.

#### **Groupe 2: Production et validation des données et plate-formes ouvertes**

30. Les participants ont affirmé que les guides et les procédures étaient indispensables pour la production de données de bonne qualité et leur validation. Les plate-formes de gestion doivent également être dotées de fonctions intégrées permettant de valider les données à différents stades et il faudrait disposer de cadres normalisés de qualité et clairs qui comprennent un type d'architecture logicielle permettant d'actualiser et de permuter les éléments/modules et d'en ajouter de nouveaux. Les systèmes de gestion des données statistiques qui s'appuient sur une architecture logicielle ouverte pourraient tirer parti de l'évolution décentralisée de logiciels, les différentes parties prenantes contribuant au développement de nouveaux outils et améliorant ou modifiant les outils existants.

31. La notion de plate-forme logicielle ouverte a fait l'objet de discussions approfondies et ses avantages ont été très appréciés par tous les participants. Les différentes stratégies de mise en œuvre comportaient les points suivants:

- La contribution libre de l'ensemble des utilisateurs: les particuliers comme les organisations pourraient concevoir des logiciels d'accès libre et fournir, le cas échéant, des composantes qui se seraient connectées au système.
- Le recours à des concepteurs de logiciels: l'organisation chargée de concevoir un logiciel d'accès libre pourrait s'adresser à des sociétés de conception de logiciels pour qu'elles mettent au point les composants en fonction des besoins particuliers des utilisateurs finaux.
- L'appui des partenaires du développement: la mise au point des composantes nécessaires pour satisfaire les besoins des utilisateurs finaux pourrait être financée par les partenaires.
- La vente de composantes par les sociétés de conception de logiciels: ces sociétés mettraient au point des composantes qu'elles vendraient aux utilisateurs finaux.

### **Groupe 3: Diffusion, cartographie et visualisation des données**

32. Les membres du groupe 3 se sont accordés sur le fait que la diffusion était une étape importante de la gestion des données et ont recommandé que, dans ce domaine, les choix se fassent compte tenu de l'utilisateur final. Les participants sont tombés d'accord pour dire que la diffusion devait englober tous les systèmes et méthodes utilisés pour faire en sorte que les données soient disponibles. Ils sont également convenus que les formats imprimés et électroniques et la production en ligne étaient également importants, les utilisateurs de données des pays africains n'ayant pas tous accès à la technologie dans la même mesure.

33. Les participants ont relevé les entraves ci-après à la diffusion des données:

- Le manque de formation aux outils de diffusion des données.
- L'absence de canaux de distribution au sein des organisations et de système de diffusion dans le public.
- Le manque de moyen de tenir les données à jour.
- L'absence de données sur certains pays (un problème pour les organisations régionales en particulier). Dans certaines régions, ce problème est lié à l'absence de coordination au sein des systèmes statistiques nationaux.
- La validation des données avant leur distribution (assurance de la qualité des données).
- La difficulté d'harmoniser les données.

- L'absence de politiques de diffusion des données (sans politique en la matière, pas d'autorisations possibles et sans autorisations, pas de mise en commun des données nationales).
- L'absence de liens entre les organes de diffusion de données.
- L'attitude consistant à privilégier le nombre de fonctions sans trop se soucier de la formation et à rechercher le coût minimum, voire la gratuité.

34. Les observations ci-après ont également été faites:

- La gestion des utilisateurs était de mise lorsqu'il s'agissait de mettre en commun des microdonnées tandis que les macrodonnées socioéconomiques devaient relever du domaine public;
- Les services d'abonnement (systèmes informant les principaux utilisateurs de la disponibilité de nouvelles données) sont utiles, mais pas indispensables.
- Cartes et graphiques sont préférables aux mots et aux tableaux pour les interfaces de données surtout lorsque les destinataires des données sont des étudiants ou des décideurs. La cartographie des données est importante parce qu'elle fait ressortir les disparités entre les régions et permet d'apporter les corrections nécessaires aux politiques publiques et de soutenir le développement régional;
- Il existe des programmes de cartographie qui permettent d'améliorer l'utilisation des données. Pour un système de gestion de données, une fonction de cartographie ou, à défaut, un logiciel de gestion de données doté d'un système d'information géographique (SIG) tel que ArcGIS est indispensable. Une bonne cartographie des données nationales exigerait que les services gouvernementaux chargés de la collecte et de la cartographie des données collaborent entre eux.

### 3.5. Recommandations

35. Les participants ont formulé des recommandations ci-après, outre celles qu'ils ont faites concernant les plate-formes de gestion des données statistiques:

- La mission de la CEA étant de soutenir le développement économique et social des pays africains et l'intégration régionale, il importe de disposer de données statistiques actualisées et exactes. Il a été recommandé que le CAS, qui est responsable des statistiques au sein de la Commission, élabore son plan de mise en œuvre de la plate-forme de gestion des données statistiques (StatBase) et le soumette aux États membres d'Afrique.
- Les bureaux nationaux de statistique devraient renforcer la collaboration avec les institutions qui produisent des bases de données statistiques pour gérer des données complètes et de bonne qualité et disposer de définitions d'indicateur pouvant être vérifiées de façon objective.

- Les pays africains devraient élaborer des politiques de gestion et de diffusion des données statistiques.
- Un représentant de l'Association africaine de statistique devrait faire partie du Comité ad hoc pour renforcer cette structure.

#### **4. Appui aux États membres et aux communautés économiques régionales: mise en œuvre de bases de données nationales et sous-régionales**

36. La CEA a permis aux États membres et au CER de diffuser des statistiques grâce à l'appui qu'elle a prêté à la création de bases de données statistiques nationales et sous-régionales. Dans ce cadre, le personnel de la CEA a effectué quatre missions (à Yaoundé, Rabat, Libreville et Khartoum) pour animer des formations sur l'utilisation de StatBase, une plate-forme de gestion des données statistiques créée par la CEA. Certains agents formés à l'utilisation et à la gestion des données statistiques de StatBase viennent des bureaux nationaux de statistiques du Cameroun, du Gabon, du Maroc, du Soudan, des bureaux sous-régionaux de la CEA pour l'Afrique centrale et pour l'Afrique du Nord, de l'Union du Maghreb arable (UMA) et de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC).

#### **5. L'Annuaire statistique africain**

37. Pour donner suite à la recommandation du Comité africain de coordination de statistiques, la CEA, la BAD et la CUA ont poursuivi leur collaboration et produit le premier annuaire statistique africain. Les éditions 2010 et 2011 ont déjà été publiées et celle de 2012 est en préparation. Ces annuaires portent sur des questions contemporaines telles que les OMD, les statistiques sur l'environnement et la société de l'information. La production et la publication conjointes par les trois institutions ont eu pour effet de réduire les incohérences dans les données et de faciliter la tâche des pays devant répondre aux demandes de données.

#### **6. African Integrated Census Microdata (AICMD) (Microdonnées intégrées de recensement en Afrique)**

38. Le CAS a créé, en collaboration avec le Minnesota Population Center, un portail internet pour diffuser, après les avoir anonymisés, des échantillons très précis issus de recensements effectués dans dix pays africains. Le portail AICMD a été lancé lors du symposium africain sur le développement de la statistique de novembre 2010. On peut y accéder à l'adresse suivante: <http://ecastats.uneca.org/aicmd>. Les échantillons de données portent, et c'est un record, sur 51 524 324 personnes (août 2011) et sont accessibles gratuitement aux chercheurs et aux décideurs, qui doivent simplement s'enregistrer et accepter les conditions d'utilisation pour protéger la confidentialité des statistiques et programmes sur le partage des résultats des travaux de recherche obtenus à partir de l'exploitation des échantillons. Le portail contient plus 500 documents sources originaux – formulaires de recensement et manuels d'instructions qui peuvent être librement consultés et téléchargés à partir de la métabase de données.

**La Commission est invitée à se pencher sur les actions suivantes :**

- Approuver le manuel sur les plateformes de gestion des données statistiques produit par des experts africains
- Demander à la CEA et les partenaires d'étudier le flux de données dans le système statistique national et de concevoir un mécanisme optimal dans les pays
- D'étudier et recommander un système optimal d'information statistique au niveau de l'institut national de la statistique (INS) pour relier le flux d'information entre les différentes unités statistiques de l'INS
- Demander au groupe de travail de sensibiliser et de renforcer les capacités dans l'utilisation des outils géo-spaciaux lors de l'organisation des recensements et des enquêtes
- Demander au groupe de travail de coordonner les initiatives de collecte de données venant des organisations régionales et sous-régionales pour réduire la charge des réponses des pays
- Demander la CEA et les partenaires de développer une plateforme libre et des logiciels libres pour la gestion et la diffusion des données qui seront développés dans le cadre d'une collaboration entre les experts en Afrique et les partenaires en statistique et appropriés par les INS